

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Argentine-le-commerce-fructueux-de-la-banque-off-shore>

Argentine : le commerce fructueux de la banque « off shore »

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : vendredi 7 février 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les scénarios à « l'Argentine » sont encouragés et utilisés pour l'évasion fiscale. Les banques ont sorti 110 000 millions de dollars en 14 mois. Les Etats-Unis ont ainsi bénéficié d'une grande opération de blanchiment. Les entreprises ont acheté ce qui restait en Argentine au prix des enchères et pour finir elles vont s'approprier le territoire.

Cela fait partie de la stratégie de l'Empire Global Privatisé. Ce pillage dont a souffert l'Argentine a été rendu possible par l'existence d'une stratégie délibérée, stratégie qui s'est appuyée sur le système bancaire « off shore » international. Un thème abordé dans le livre « El color del dinero » (éditions Norma, Buenos Aires 1999), où sont décrits les mécanismes financiers utilisés pour convertir l'Argentine en paradis de la spéculation et où est expliqué comment la fuite des capitaux a été mise en place. Ce livre a été publié bien avant que le terme de « blanchiment » d'argent vienne sur le devant de la scène.(...)

En réalité, le pays a été victime d'un constant drainage de capitaux(...). Cet ouvrage décrit le mode opératoire utilisé par les principales banques pour faire sortir les capitaux d'Argentine. Mécanismes qui fonctionnaient à la vue de ceux qui voulaient bien voir.

Ainsi, suffisait-il de se rendre, par exemple, à la Citibank de Buenos Aires et d'expliquer :

-« Je suis le gérant de telle société spécialisée dans la chimie. Nous allons développer nos activités à l'étranger. Nous voudrions ouvrir y un compte pour faire des opérations sur lesquelles nous ne voulons laisser aucune trace. En clair, nous ne souhaitons pas que la direction des impôts connaisse l'existence de ces fonds. Autre question : pourriez-vous nous aider à créer une société « off shore ». Nous souhaiterions facturer depuis cette structure les nombreuses opérations que nous réalisons à l'étranger »

-Et le banquier de répondre : « En ce qui concerne le compte courant, nous opérons ici avec des comptes privés. Pour des comptes entreprises, il faut voir nos bureaux spécialisés. Toutefois, un compte personnel peut avoir plusieurs titulaires ».

Le soit-disant chef d'entreprise de préciser alors qu'ils sont quatre associés.

-Le banquier de poursuivre : « on peut alors ouvrir un compte courant à la Citibank de New-York ou de Miami, et vous mènerez vos opérations depuis ce compte, comme de n'importe quel compte courant. En principe, il faut un dépôt initial de 100.000 dollars. Ce compte se gère de n'importe où, son coût est nul, et il est assorti d'une Citicard qui vous permet de retirer de l'argent dans les distributeurs.

-Le chef d'entreprise de s'interroger : Est-on sûr que les opérations faites depuis ce compte ne laissent aucune trace localement ? Devrons-nous expliquer ou justifier l'origine des dépôts ?

Les réponses du banquier furent très claires. Tout cela est sûr. Les opérations sont effectuées à l'étranger, l'origine des fonds regarde le seul client.

Quelques jours plus tard le chef d'entreprise retourne à la Citibank pour la création d'une société « off shore », le banquier lui en explique alors les modalités.

Le pays est pourri. Officiellement, on reconnaît que 50% de la population vit dans la pauvreté et que 57% des 7 millions d'enfants de moins de 14 ans se trouvent entre misère et indigence. Le système productif est paralysé, le système financier volatilisé et l'hyper-inflation rode. Le gouvernement de Duhalde est rejeté par 80 % de la population. Les députés, représentants du peuple ne peuvent apparaître en public parce que le peuple les insulte, les moleste. Les membres de la Cour suprême et la majorité des juges sont accusés de corruption et subissent la même vindicte populaire.

En plein désastre, l'Establishment mise sur un accord avec le FMI pour perpétuer un modèle qui lui a tant réussi. Les couches populaires, surtout les forces de gauche, ne réussissent pas à articuler ni une méthode, ni un discours qui

puisse rassembler et orienter la contestation sociale. Dans ce sens, l'Empire Global Privatisé (EGP) avance jusqu'à son objectif maximum :

- ▶ Déprécier tellement l'Argentine et faire passer au mixeur son système politique, de façon à ce que se créent les conditions pour prendre d'assaut non seulement ce qui reste de son appareil productif mais aussi de son territoire, son sous-sol, ses ressources naturelles. Ce qui implique une refonte du système politique et administratif, avec une plus grande autonomie des provinces.

Se profile une nouvelle régionalisation directement associée à des groupes financiers internationaux et une dollarisation du système économique. Ces plans de l'EGP ont été publiquement exposés par des économistes du fameux MIT et sont soutenus par des consultants comme Henry Kissinger, choisi par le gouvernement Duhalde. Les techniciens de ce projet ont déjà réalisé en Patagonie une enquête d'opinion pour déterminer quel est le degré d'acceptation du peuple à propos d'une initiative de régionalisation.

Entre-temps presque personne n'a réussi à débrouiller le véritable écheveau tissé par l'EGP pour faire de l'Argentine ce qu'elle est aujourd'hui. L'establishment sait ce qui s'est passé, parce qu'il a pris part de façon intéressée à l'escamotage, et essaye de cacher la véritable nature des faits. De leur côté, les forces du changement se perdent dans un océan de confusion parce qu'elles ne se décident pas à rompre avec le discours, ni avec la logique du pouvoir. Accepter les catégories visibles et ne pas reconnaître les souterraines, celles de la « metapolitique » et de la « métaéconomie », celles qui véritablement servent à mobiliser le capitalisme depuis qu'il est né jusqu'à aujourd'hui avec cette nouvelle étape que nous appelons l'EGP.

Le « butin » argentin a été converti « offshore ». Avant que le désastre ne devienne évident, dans les différentes « usines d'information » les spécialistes se sont agités les neurones pour évaluer la situation sous la forme de chiffres compréhensibles et pour saisir les mécanismes du pillage.

Dans un précédent article de la Otra Aldea(*), nous avons démontré que les banques étrangères créancières - particulièrement les banques nord-américaines- ont procédé ainsi :

- ▶ Quasiment 47.000 millions de dollars en billets ont été confisqué, par le système bancaire aux épargnants -privés ou institutionnels- qui ont été attrapés dans le corralito. Ensuite, avec l'aval du gouvernement qui a décidé la pesification, les banques ont commencé à rendre cette épargne mais en pesos -qui avait été dévalué de plus de 300% par rapport au dollar.
- ▶ En raison de l'absence totale de liquidité du marché, accentuée par une constante hausse des prix, dès qu'on est sorti du régime de convertibilité, les épargnants de la classe moyenne ont été obligés, pour joindre les deux bouts, de se défaire des dollars qu'ils avaient mis de côté. Ce qui a représenté environ 16.000 millions de dollars.
- ▶ Sous la pressions des Etats-Unis et du FMI, le gouvernement a été obligé de libérer le marché des changes plutôt que prévu, afin de protéger les banques, en estimant que seules les bureaux de change pouvaient vendre et acheter des devises. Voilà ce qui s'est passé en apparence.

Ce sont les banques qui ont fourni les dollars aux bureaux de change pour ainsi oxygéner de pesos les grandes entreprises débiteurs qui désormais payent en monnaie nationale, après avoir passé leurs comptes au mixeur grâce à la pesification de un pour un.

Les banques ont elles été perdantes dans cette opération ? Absolument pas. Si initialement elles ont pesifié leurs crédits avec un peso pour un dollar et leurs dettes à 1,40 peso par dollar, l'Etat a émis des titres de sa dette en faveur des banques pour compenser ces supposées pertes, mais ce sont des bons échangeables en dollars sonnants et trébuchants. Cette opération complexe représente un bénéfice d'une valeur de 11.000 millions de dollars pour les banques, un montant quasi équivalent à ce qui était déposé auparavant à la Banque Centrale. On peut comptabiliser en faveur des banques une « prise » de 74.000 millions de dollars dans un terme inférieur à 90 jours. Même si l'Argentine n'était jamais entrée en défaut, se caractérisait par une économie en croissance, et avait payé ses dettes sans retard, le système bancaire n'aurait pu rêver de recevoir -en si peu de temps- le paiement de presque la moitié de tous les crédits faits au pays. Avec une circonstance aggravante, malgré cette prise de 74 000 dollars, le système bancaire et financier -en particulier les banques d'Amérique du nord- continue d'être créateur de

la dette externe argentine.

Mais plus encore. La Banque Centrale -qui a vu diminuer ses réserves à grands pas parce qu'elle a du jeter des dollars sur le marché pour essayer -sans succès- de contrôler le cours de la devise- a en quatre mois prêté aux banques quelque 16.000 millions de dollars, prêts qui n'ont pas été, ni ne seront rendus puisque les banques disent qu'elles sont en faillite. Ces 90.000 millions de dollars ont été sortis du pays par ces mêmes banques, qui aujourd'hui disent à leurs clients qu'elles n'ont pas de liquidités pour faire fonctionner leurs comptes à vue, ni pour rembourser les dépôts à terme.

Entre mars et novembre de l'an dernier, ces mêmes banques ont eu recours au même mécanisme et ont fait sortir du pays 20.000 millions de dollars.

En résumé. En presque 14 mois, le système bancaire qui opérait en Argentine, a pompé vers l'extérieur quelque 110.000 millions de dollars, même si, comme nous l'avons déjà dit, il a en son pouvoir des titres pour demander le paiement de la dette extérieure, paiement qui est à charge du bureau des relations politiques de l'EGP, plus connu sous le nom de FMI. Pendant ce temps, sur la place monétaire locale il ne restait que 50 millions de pesos dévalués de 300% face au dollar, et exprimés pour partie sous la forme de quasi monnaies fédérales ou provinciales. Les détenteurs de cette masse monétaire n'ont que deux objectifs : ne pas être pris par les banques, et participer au marché des changes en quête de dollars.

Ces 110.000 millions de dollars « saisis » par les banques sont allés atterrir dans le circuit « off shore » de ce même système bancaire, où sont payés des taux d'intérêt plus élevés que la normale, tout en étant protégé des régimes fiscaux. Tout le monde a le droit de se demander où a atterri cet argent, mais il ne faut pas croire à l'existence de tunnels secrets. Il est plus probable que cet argent a été perçu à travers des comptes bancaires ouverts à l'étranger, notamment dans des places « off shore » comme les Iles Caïman ou Antigua, mais aussi au Canada, et dans l'île de Mann, en Grande Bretagne. Généralement ces masses d'argent reviennent dans le circuit légal à travers un de ces nombreux fonds d'investissement très puissants qui existent dans le monde.

De plus, une bonne partie de l'argent pompé à l'Argentine à travers la fuite des capitaux a servi à augmenter les liquidités - exemptées de tout impôt- accumulées dans la banque off-shore et dont l'économie des Etats-Unis (tête politique et militaire du EGP) avait besoin pour mener à bien l'opération de blanchiment d'argent la plus importante des dernières décennies : utilisant l'excuse des attentats du 11 septembre 2001, le monde entrepreneurial et financier nord-américain a reçu une injection de plus de 500.000 milliards de dollars, bouffée d'air financier vitale pour poursuivre sa campagne en quête d'hégémonie au sein de l'EGP, face aux intérêts de l'Union européenne et de l'émergence récente du sud est asiatique, cette fois grâce à la Chine.

Une autre partie importante du butin soustrait à l'Argentine sera utilisée par le même système bancaire (à travers des financements directs et les fonds d'investissement) pour acquérir une partie significative des entreprises privées locales qui se trouvent en cessation de paiement, ce qui représente 5.000 millions de dollars. C'est pourquoi le FMI a fait pression sur le gouvernement argentin pour qu'il mette en oeuvre une norme que l'EGP considère comme imprescriptible, une nouvelle loi sur les faillites et pour qu'il abroge la loi sur la subversion économique que l'EGP considère comme inacceptable.

Si on crée un nouveau régime des faillites du goût du FMI, aucune des entreprises locales qui se trouvent en situation de précarité financière pourra supporter les pressions de ses créiteurs, en grande majorité des banques qui appartiennent au système qui a provoqué, avec la complicité des politiques, la destruction de l'économie locale. (...)

Sans ce type d'opérations le capitalisme n'existerait pas. (...) Les autorités fiscales et de contrôle des pays développés -comme les Etats-Unis en premier lieu- gaspillent des millions de dollars chaque année pour imposer -et à ce qu'on suppose- faire respecter des législations strictes sur l'économie souterraine, l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent. Cependant cette activité étatique cache un double discours, parce que le modèle économique global du troisième millénaire a besoin d'argent « noir » (illégal) (...) de la même façon qu'il dépend de l'argent blanc, légal ...

Les capitaux passent de l'illégalité à la légalité avec beaucoup de facilité. On peut soupçonner que cela se passe ainsi, car les règles du jeu le permettent, et ne sont pas remises en cause comme le montre la lutte contre l'argent

sale. « Quelqu'un va-t-il vérifier l'origine des investisseurs étrangers ? » demandait le nord-américain John Moscow lors d'une conférence sur la prévention de la fraude, de la corruption, qui s'est tenue à Buenos Aires en avril 1998. « Le pouvoir s'est déplacé des gouvernements aux entreprises »...Une phrase qui veut tout dire et renvoie à notre analyse de l'EGP.

Les services de renseignements du Trésor nord-américain nous donnent une version plus désincarnée. Il reconnaissent que le système ne veut, ni n'a envie d'en finir avec l'économie souterraine. Toutefois, il faut la réguler de façon à ce qu'on puisse garder un équilibre « entreprenant ». C'est à dire que la masse d'argent « asymétrique » (noir) qui circule dans le monde ne provoque pas une diminution drastique de la masse monétaire officielle dont on a besoin pour maintenir les règles d'imposition des états, et par conséquent la survie de leur bureaucratie respective. Il est évident que cet équilibre a commencé à se déplacer de quelques degrés en faveur de l'argent « au noir », dans la mesure où les Etats actuels sont en passe d'être remplacés dans leurs fonctions par les grands groupes multinationaux (...)

A l'occasion de notre enquête, nos sources au sein du gouvernement nord-américain ont admis la chose suivante : le secrétariat d'Etat au Trésor et toutes les agences gouvernementales de Washington ne s'intéressent qu'à la santé du dollar et à la sécurité nationale des Etats-Unis, dans le respect de leurs lois fiscales et de la croissance et de la stabilité de leur économie. Tout le reste n'est qu'un jeu de dialectique politique.

Admettant que dans la lutte contre le blanchiment d'argent, les banques souffrent de graves charges administratives, le gouvernement des Etats-Unis a rendu plus souple le système de normes qui les obligeaient à déclarer les transactions en liquide effectuées pour le compte de leurs clients. Selon les dispositions de la Fincen (section anti blanchiment du Trésor) depuis septembre 1998, les banques peuvent effectuer des opérations en liquide avec la majeure partie de leurs clients commerciaux sans avoir à accomplir les formalités sur l'origine des fonds, qui sont exigées pour tous les dépôts supérieurs à 10 000 dollars. Formalités qui demeurent seulement pour les clients privés et pour un petit groupe d'entreprises exclues de ce privilège. « Je suis très satisfait du résultat des nouvelles mesures » expliquait John Byrne, l'un des principaux juristes de l'association des banquiers nord américains.

Le problème étant posé en ces termes, les grandes institutions financières sont claires sur le fait que leurs propres intérêts dépendent de flux de capitaux dont disposent les principaux centres de risques financiers de la planète -on parle de marchés émergents- peu leur importe la couleur ou la légalité de ces flux. L'équation est très simple : pour que la roue de l'argent du monde globalisé continue à fonctionner, le système a besoin de deux masses monétaires, qui ne se déséquilibrent pas, et se compensent réciproquement. Sans l'argent légal, il est impossible d'envisager une imposition, mais on a également besoin de l'autre masse monétaire (l'argent noir), parce que la première ne suffit pas pour financer le système mondial et surtout parce qu'il s'agit d'une masse monétaire qui est exempte d'impôts, ce qui revient à dire que c'est du capital net. Cette équation doit se maintenir en équilibre. Si la masse d'argent légal augmente trop au dépens de la masse d'argent « noir », le capital net diminue, la capacité à payer les dettes se rétrécit, l'investissement baisse et le chômage augmente. Si en revanche, la masse d'argent « noir » déborde, le montant d'argent imposable diminue, et met en péril l'existence de la machinerie étatique nécessaire à l'EGP.

Les organismes de contrôle et la police créées et entretenues par les Etats contrôlent cet équilibre et se démènent pour que la plus grande part possible des capitaux « noirs » soient blanchis dans les banques de leurs pays respectifs. Aux USA, par exemple, cela ne les dérange pas que les grandes entreprises qui ont leur siège sur le territoire national fassent de l'évasion fiscale dans d'autres pays. Mieux cela leur convient plutôt que le blanchiment passe par les banques nord américaines.

Mais ne nous trompons pas. Ces mécanismes du capitalisme, protégés par un double discours, dans l'esprit du politiquement correct, ne sont pas nés avec l'EGP. Ils ont surgi avec les origines même du capitalisme et se sont consolidés durant la période pré-impérialiste. La majeure partie de l'accumulation financière de la Grande-Bretagne au 18 et 19ème siècles, fut rendue possible grâce aux fonds clandestins qui ont été générés par le trafic d'opium en Chine, et dans tout l'extrême orient. Pour administrer ses fonds, la Compagnie des Indes orientales (...) a fondé la

Hong Kong et Shanghai Bank. Au sein des ces banques, on a vu émergé des personnages comme Cecil Rhodes, un des pionniers des affaires à Wall street. En 1776 un employé de la Compagnie des indes orientales écrivait : « les employés de la compagnie ont essayé en plusieurs occasions d'établir à des fins personnels le monopole non seulement du commerce extérieur mais aussi du commerce intérieur du pays(...). La politique de la compagnie anglaise a eu des effets tout aussi négatifs que la politique de la compagnie hollandaise(...) C'est dans ses intérêts -souverains- que d'augmenter la production d'opium annuelle. Mais si cela correspond bien à l'intérêt de tous les gouvernants, cela était encore plus vrai pour ceux qui -comme le souverain du Bengale- tirent leurs revenus du rendement du sol. Ces rendements doivent être en accord avec la qualité et la quantité du produit, et dépendent l'un comme l'autre du développement du marché ». Cet employé de la Compagnie des indes n'était autre qu'Adam Smith, dont l'oeuvre majeure est « La richesse des nations »

Et pour conclure, un dernier rappel : La Hong Kong Shanghai Bank, créée pour faire circuler les trésors de l'opium dans la lointaine Chine est la même HSBC, Hong Kong Shanghai Bank, aujourd'hui qui a participé, aux cotés d'autres banques au pillage dont souffre l'Argentine.

La Otra Aldea

Victor Ego Ducrot est un journaliste indépendant et un écrivain argentin ; il est l'auteur notamment des livres « El color del dinero » et « Bush & Ben Laden SA ». Depuis quasiment 30 ans, il exerce cette profession dans différentes agences de presse internationales, magazines et revues d'Amérique Latine. Il a lancé il y a quelques mois La Otra Aldea qui est un espace de débats et de réflexions sur la mondialisation et l'« Empire Global Privatisé »

Traduction et résumé pour EL Correo par Estelle Debiasi,
7 février 2003.